

Barak prévoit des élections anticipées en Israël d'ici début 2009

JERUSALEM - Le ministre de la Défense Ehud Barak estime qu'il y aura des élections anticipées en Israël au plus tard d'ici début 2009, tout en émettant le souhait que les soupçons de corruption pesant sur le Premier ministre Ehud Olmert "s'avèrent infondés".

"Je pense qu'il y aura des élections législatives anticipées avant la fin de l'année, et au plus tard d'ici le début 2009", a affirmé M. Barak dans des déclarations rapportées lundi par le journal Maariv.

"Nous devons nous préparer à cette échéance et serrer les rangs", a-t-il déclaré dimanche soir devant des militants de sa formation, le parti travailliste, un des piliers de la coalition gouvernementale de M. Olmert, qui compte 64 élus sur un total de 120 à la Chambre.

Il a cependant émis le souhait que les soupçons pesant sur M. Olmert à propos d'une affaire de financement illégal de campagnes électorales dans les années 1990 "s'avèrent infondés".

La législature actuelle s'achève normalement en novembre 2010.

M. Olmert dirige le parti centriste Kadima (29 élus), et ses alliés de la majorité sont le parti travailliste (19), le Shass orthodoxe sépharade (12), et le parti des Retraités qui ne compte plus que 4 députés après une récente scission interne.

De son côté, le chef de l'opposition, Benjamin Netanyahu, a déclaré qu'"il y a une dynamique qui conduit à la fin de la législature, car le gouvernement a perdu sa légitimité: il n'est plus guidé par le respect de ses principes mais par sa volonté de se maintenir".

S'exprimant à la radio publique, M. Netanyahu, qui dirige le parti de droite Likoud (12 députés), a reproché à Olmert d'être l'objet de multiples enquêtes de police, sa gestion de la guerre contre le Hezbollah chiite libanais en 2006, et son incapacité à stopper les tirs de roquettes visant Israël à partir de la bande de Gaza.

"M. Olmert s'appuie sur une coalition opportuniste et artificielle: il a promis qu'un accord avec les Palestiniens serait signé, alors qu'il sait parfaitement que le Shass ne peut approuver un texte entérinant la division de Jérusalem et le retour d'Israël sur ses lignes de juin 1967", a-t-il dit.

M. Netanyahu, dont le parti est donné gagnant par certains sondages en cas de législatives anticipées, a tenu ces propos avant l'ouverture solennelle dans l'après-midi de la session d'été du Parlement.

M. Olmert est soupçonné d'avoir reçu d'un homme d'affaires juif américain, Morris Talansky, des "sommes importantes" et "non autorisées" alors qu'il était maire de Jérusalem (1993-2003) puis ministre de l'Industrie et du Commerce (2003-2006). La police le soupçonne d'avoir aidé Talansky à remporter des appels d'offres en échange de sommes d'argent, selon la presse.

M. Olmert, qui doit être de nouveau interrogé dans les prochains jours dans le cadre de l'enquête, a annoncé qu'en cas d'inculpation, il démissionnerait.

Mais le procureur d'Israël Menahem Mazouz a publiquement écarté dimanche une inculpation prochaine de M. Olmert. "Je ne suis pas certain du tout que nous pourrions présenter un acte d'accusation dans les prochaines semaines".

(©AFP / 19 mai 2008 08h16)